

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur le numérique au service de l'engagement citoyen, à Paris le 4 décembre 2014.

Mesdames, Messieurs les ministres,

Mesdames, Messieurs les innovateurs,

Mesdames, Messieurs les entreprises,

Je tenais à accueillir ici, à l'Élysée, les acteurs du Web social et solidaire, c'est-à-dire des centaines d'associations qui ont un point commun : utiliser le numérique pour porter des projets au service de l'intérêt général, du bien commun, de la solidarité. Ce mouvement pour la solidarité est aussi vieux que l'humanité. Même dans les moments les plus âpres, les plus conflictuels de l'histoire humaine, il y a toujours eu des hommes et des femmes pour se lever et défendre des principes. Ils ne savaient pas encore comment il convenait de les appeler, mais ils étaient épris d'une volonté plus forte que les autres, celle de faire le bien.

Mais aujourd'hui, la technologie vient démultiplier cette possibilité. Avant, il n'y avait bien des moyens de communication. Si l'on songe à l'abbé Pierre par exemple, il avait trouvé des systèmes de communication ! Il y a toujours eu des cris, il y a eu toujours des révoltes et il y a même eu des révolutions. L'échange se faisait donc. Mais la communication a pris une forme nouvelle, une dimension supplémentaire, avec le numérique.

L'idée qui est la vôtre et que vous avez même traduite dans toutes les langues et dans tous les pays, c'est d'utiliser l'innovation au service des valeurs. C'est de passer de la création de valeurs au service des valeurs. C'est un choix essentiel qui donne ici son sens au Web social et solidaire. Je veux saluer la Fondation des Nations Unies. C'est d'elle qu'est partie en 2009 ce mouvement. M. SHERINIAN nous en a dit toute la genèse. Moi-même, j'ai été quasiment kidnappé lors de l'Assemblée générale des Nations Unies. On m'y a dit : il faut aller à la Fondation, parce que c'est là que les dirigeants du monde doivent dire leur confiance dans ce mouvement, ouvrir l'ensemble des systèmes d'information et permettre qu'il y ait davantage de projets au service de la solidarité. Les pouvoirs ne doivent rien craindre, y compris de perdre le pouvoir. Nous devons toujours avoir le sentiment qu'en augmentant les possibilités de la démocratie, en définitif, le pouvoir se renforce et se prolonge.

C'est la raison pour laquelle j'ai créé, il y a quelques mois, avec bon nombre des participants d'aujourd'hui, un nouveau chantier présidentiel. Il est fondé non pas sur des bâtiments, des constructions, des gestes architecturaux, mais sur des gestes humains, sur de l'immatériel, sur cette capacité que nous avons à utiliser de l'information pour créer de la richesse, en l'occurrence de la richesse humaine. « La France s'engage », c'est un ensemble de projets labélisés, soutenus et accompagnés pour qu'ils puissent servir de référence et de modèle à d'autres.

Quelle est l'idée majeure ? C'est de lier le numérique, l'engagement et la jeunesse. C'est de faire en sorte que nous puissions donner une cohérence à l'engagement parce qu'il n'y a pas de société qui puisse progresser sans engagement. Avec la technologie, nous avons là une révolution que nous devons mettre au service d'autres révolutions. Avec la jeunesse, parce que c'est elle qui peut s'emparer la première de ces moyens, de ces outils et de ce potentiel. Je veux remercier Ismaël LE MOUËL pour l'initiative qu'il a prise et pour son association d'aide à toutes les associations. Je pense qu'ici il est pleinement dans sa mission.

Je voudrais avancer quelques principes et quelques idées.

D'abord, une idée toute simple a été affirmée ici ce matin : le déploiement du numérique

D'abord, une idée toute simple a été animée, ici, ce matin : le déploiement du numérique redonne aux citoyens un pouvoir. Non pas « le » pouvoir parce qu'il procède des institutions légitimes et du suffrage universel mais « un » pouvoir. C'est ce que vous nous avez expliqué Jeremy. C'est en partant de ce « nouveau pouvoir » que l'on peut, non pas changer le pouvoir, mais changer les moyens d'exercice du pouvoir. C'est une forme nouvelle de participation qui relie le local et le mondial. C'est ce qui en fait la force : une mobilisation, au départ limitée géographiquement, peut retrouver du sens à l'échelle mondiale et inspirer une mobilisation plus forte.

Ensuite, il y a un principe que vous avez posé : rendre l'impossible possible. C'est ce qui m'a été dit tout à l'heure. Non pas simplement rendre le souhaitable possible cela c'est le rôle du politique et il n'est pas toujours simple de transformer le souhaitable en possible. Vous, vous avez une ambition encore plus élevée : faire que ce qui était irréalisable puisse être réalisé, grâce à quelque chose que le pouvoir politique n'a pas nécessairement, c'est-à-dire le pouvoir de fédérer, de mobiliser une somme d'initiatives. C'est en ce sens que vous êtes une formidable source d'espoir face au potentiel que représentent ces millions de citoyens qui se rassemblent à travers le numérique pour créer de nouvelles solidarités.

L'innovation n'est donc pas que technologique. La technologie est ce que nous en faisons. Elle peut être un risque, elle peut même être un danger. Nous voyons bien l'usage marchand n'est pas le pire, il crée de la richesse de ceux qui veulent utiliser ce réseau pour distiller de fausses informations, polluer les esprits, engager des jeunes sur des causes qui ne sont pas les leurs, dévoyer les meilleures aspirations et faire en sorte que le racisme et l'antisémitisme trouvent leur place. Nous voyons bien ce que cette technologie peut produire. Mais elle peut produire aussi le meilleur. Notre rôle est de faire que le meilleur puisse être réalisé et que le pire puisse être écarté.

Vous avez donné de multiples exemples pour parvenir à des solutions que nul n'avait imaginées et à des problèmes que nous connaissons depuis longtemps.

Pour lutter contre le chômage, vous avez imaginé des formations accélérées dans les secteurs d'avenir. Simplon fait cela. Vous avez créé des réseaux sociaux pour aider les jeunes les moins favorisés à acquérir les codes, les réseaux, les savoir-faire. Chacun sait que pour trouver un emploi, il y a aussi des barrières sociales à franchir. Cette belle initiative s'appelle « Pote-Emploi ».

Pour lutter contre la précarité, vous avez mis en relation des sans-abris et vous les accompagnez pour qu'ils puissent s'approprier, eux-aussi, les technologies et parviennent à se réinsérer. Pour faciliter la vie des personnes en situation de handicap, vous avez inventé des outils, identifié des lieux, imaginé des commerces, modifié les objets connectés pour qu'ils puissent véritablement être à la disposition de tous. Pour faire une action de solidarité, vous avez créé une nouvelle innovation technologique qui peut avoir des prolongements dans l'économie réelle. Pour lutter contre l'isolement des personnes âgées, vous avez créé des sites qui permettent de lier les uns et les autres.

Pour soutenir le secteur associatif, vous avez créé un nouveau modèle économique de financement. Il a été présenté ici : un financement participatif, avec des garanties, avec des règles, qui permet aujourd'hui de lever des fonds au service de l'économie sociale et solidaire. Mais il y a encore tant de domaines ! Les domaines du logement, de la santé, de la culture On a vu un exemple avec « Bibliothèque sans Frontières ». Tous les domaines en réalité peuvent être couverts, dès lors qu'il y a la technologie, qu'il y a l'engagement et qu'il y a des femmes et des hommes qui s'impliquent pour servir.

Le potentiel est considérable. En France, 80% des foyers ont accès à Internet. Ce qui est souvent dit sur les fractures de génération n'est pas aussi exact qu'il n'y paraît. Beaucoup de personnes dites âgées sont en fait les plus grandes utilisatrices des réseaux, parce qu'elles en ont vu tout le bénéfice, à condition que nous puissions les accompagner.

Vingt-huit millions de Français ont un compte Facebook actif. Certains se vantent d'y avoir beaucoup d'adhérents Mais le principal, c'est que ces comptes existent, c'est que cela circule. Ce n'est pas une compétition à condition que cela soit participatif. 90% des entreprises

communiquent sur des réseaux sociaux. C'est formidable ! A condition, là aussi, que cela soit maîtrisé, Facebook, Twitter, LinkedIn...

Tout ce qui compte, c'est de mettre cette capacité au service de l'engagement. Nous ne sommes pas là simplement pour offrir des outils d'autant que ces outils existent sans l'intervention de l'Etat. Nous ne sommes pas là pour qu'il y ait simplement de la circulation « narcissique ». C'est souvent le cas à travers ces réseaux Je me regarde d'abord avant de savoir qui me regarde. Et plus on me regarde, plus je tombe dans ce vertige

Nous devons essayer de mettre cette curiosité l'un des comportements les plus humains au service de la générosité. C'est cela l'enjeu : faire comprendre que chacun peut, à travers le digital, faire ce qu'il n'avait jamais pu imaginer faire seul. L'avantage du digital, c'est que l'on met le monde avec soi.

Nous avons une triple priorité pour 2015 : la jeunesse, l'engagement et le changement climatique, puisque nous aurons, à la fin de l'année, ce rendez-vous de Paris.

La première proposition que j'ai lancée, c'est un grand plan numérique pour l'école. Si nous sommes conscients de cet enjeu, nous devons faire que l'école elle-même puisse être transformée par le numérique, tout en portant les mêmes exigences de savoir, de transmission et de citoyenneté. Nous devons donc préparer nos enfants beaucoup plus tôt aux codages, à la société numérique de demain, à la citoyenneté numérique, à la fois pour les porter vers l'excellence et en même temps pour lutter contre le décrochage, à travers une prise en charge la plus efficace possible des élèves en difficulté.

Le numérique peut permettre d'élever encore le niveau de la réussite et, en même temps, d'aller chercher ceux qui pourraient, hélas, connaître l'échec. Le Conseil national du numérique sera pleinement mobilisé par la préparation de ce plan. Il a montré que beaucoup d'enseignants et je veux les saluer ont développé eux-mêmes de nombreux outils. Il convient maintenant de diffuser leur travail pour faire une communauté où nous mettons en partage toutes les innovations faites. Nous devons aider aussi les enseignants à créer des contenus et à les diffuser gratuitement, pour toute l'Education nationale et pour le monde francophone.

Je reviens du Sommet de la francophonie. Tout ce qui peut être fait en langue française peut aller vers des pays qui, aujourd'hui, n'ont pas les outils pour transmettre du savoir et de la connaissance. C'est une chance, à la fois, pour la langue française, mais surtout pour le savoir, la culture La langue française n'est pas un véhicule que nous voudrions garder pour notre culture. C'est pour cela que nous nous ouvrons. Mais nous pouvons offrir maintenant des cours en ligne, des développements des cours les plus élevés, en termes de niveau, à tout le monde francophone.

Pour que la jeunesse puisse elle-même être partie prenante de cette révolution, nous pouvons utiliser ce que la loi sur l'économie sociale et solidaire a permis, c'est-à-dire un fonds d'innovation doté de 40 millions d'euros. Il soutiendra tous les projets qui sont socialement en phase avec ces objectifs. Les premiers projets seront financés, dès le début de l'année prochaine. « La France s'engage » mobilise également des financements. La première liste de projets sélectionnés a été faite. Je veux donner un second souffle à cette initiative. Un nouvel appel a été lancé : plus de 400 associations y ont répondu et il y aura 15 nouveaux lauréats en janvier. Je veux que les citoyens puissent voter pour ces projets : il ne doit pas y avoir simplement le choix « d'en haut » d'un certain nombre d'initiatives £ de toute la communauté doivent naître des priorités et des choix. Un site internet interactif permettra donc une mise en réseau des porteurs de projets. Cette large consultation sera mise en place dès le début de l'année prochaine.

Je veux aussi généraliser ces processus de consultation. Nous allons relancer l'open data. Grâce à l'ouverture des données, nous allons faire progresser la santé et la protection de l'environnement. Nous allons demander la transparence des négociations commerciales. Nous voyons, ces jours-ci, cette science de la médecine tellement nécessaire pour la protection de la vie, pour les soins ! Nous voulons donc que ces données, qui viennent à travers de multiples canaux, puissent être diffusées partout. Ce trésor n'est pas la propriété de l'Etat, c'est un bien commun de la nation. Nous devons le mettre pleinement à disposition. Voilà pourquoi la plateforme data.gouv.fr sera

ouverte à toutes les contributions. Tout le monde pourra y apporter ses propres données : les citoyens, la presse, les associations, les chercheurs, les entrepreneurs.

Je peux donner quelques exemples. Nous avons un important accord entre l'Institut national, la Poste, l'Administrateur général des données et la communauté de cartographie pour faire « openstreetmap », pour donner partout la meilleure information, y compris pour les soins. C'est admirable ce qui a été fait pour la Guinée. Je ne parle pas simplement des soignants qui sont allés sur place, mais de toute cette communauté qui s'est mobilisée pour connaître exactement les lieux. Connaître les lieux, c'est déjà être capable de pouvoir apporter des soins. C'est donc l'ensemble de cette communauté d'information que nous devons mobiliser.

Nous voulons aussi un partenariat pour un « gouvernement ouvert ». C'est l'initiative qui a été lancée. Cette initiative rassemble 65 pays. Cela veut dire quoi un « gouvernement ouvert » ? Il ne s'agit pas de l'ouverture c'est une autre chose qui relève de choix politiques. Non, il s'agit d'ouvrir aux citoyens, permettre le dialogue, faire en sorte que nous puissions donner toutes les informations, plus de transparence.

C'est en lien avec cet objectif que j'ai posé de simplification. Il ne s'agit pas simplement que l'Etat se simplifie lui-même il risque d'y ajouter de la complexité ! Il faut que les citoyens, les fonctionnaires, les élus, les acteurs économiques puissent participer. D'où la consultation « Faire simple » que nous avons ouverte et qui a permis de faire émerger beaucoup d'idées.

Nous ferons une grande consultation aussi sur la préparation de la loi numérique avec une formule « Contribuer ». Ce serait paradoxal de préparer une loi numérique, simplement entre experts, entre administrations ! La loi numérique doit être préparée par la communauté numérique. Elle sera donc appelée à largement contribuer.

De la même manière sur la jeunesse, grande priorité du quinquennat, une consultation « Jeunesse » sera ouverte pour que les jeunes puissent aussi, à travers les réseaux du digital, nous dire quels blocages, quelles difficultés ils peuvent surmonter, comment ils peuvent eux-aussi s'engager, comment ils peuvent également participer. Ce sera une nouvelle illustration de cette volonté d'ouvrir largement aux citoyens la prise de décisions.

Le Web social et solidaire, c'est une opportunité formidable. Je vous remercie de nous avoir proposée cette opportunité de développer ce qui est le plus rare dans une société : la confiance et l'espoir £ cette opportunité de façonner une autre économie, à côté de l'économie réelle, mais dans l'économie réelle £ cette opportunité faire que votre solidarité ne se substitue pas mais s'ajoute à celle que l'Etat ou les services publics doivent apporter £ cette opportunité de donner au citoyen la certitude qu'il peut agir et qu'il peut décider C'est le rêve de tout jeune, où qu'il soit, de penser qu'à un moment son idée puisse trouver sa concrétisation.

Le Web social et solidaire, c'est donc une formidable initiative pour permettre que chacun puisse se dire qu'il est à sa place et qu'il peut s'engager. L'engagement est nécessaire partout.

L'engagement, c'est porter ce que l'on peut faire de meilleur dans notre monde, mais l'engagement c'est aussi écarter le pire.

Le pire existe, le mal traverse nos sociétés. Il y a encore quelques jours, une famille dans une ville de France, a été agressée parce qu'elle était juive. Parce qu'elle était supposée être riche, parce qu'elle était juive. Dans une ville de la banlieue parisienne. Quand il se passe de tels drames, de telles tragédies, ce n'est pas la famille simplement qui est blessée et agressée. C'est ce que la France porte de plus grand, de meilleur, qui se trouve blessé et abimé.

Nous devons donc aussi susciter un engagement dans la lutte contre le racisme, contre l'antisémitisme et contre les discriminations. Ne rien laisser passer. Ne pas faire comme si nous n'avions rien vu. Mais, au contraire, tout voir, tout connaître, pour que plus rien ne puisse être accepté. Cette forme de violence est d'autant plus insupportable qu'elle vise à diviser.

L'engagement, c'est porter les plus belles idées et montrer qu'un pays, un continent, un monde peut croire en l'avenir parce qu'il continue à porter de belles idées. Mais il ne suffit pas de porter de belles idées. Il faut qu'elles puissent se transformer, se réaliser. Il y a à peu près 40 ans, une belle idée visait, à la fois, à donner au monde le meilleur avenir et d'éviter le pire.

J'ai parlé du pire, du racisme, de la guerre, du terrorisme. Le pire aujourd'hui, ce serait de laisser le monde tel qu'il est. Vouloir dans une forme d'indifférence vers un destin pourtant commun.

le monde tel qu'il est. voguer dans une forme d'indifférence vers un destin pourtant compromis sur le plan de l'environnement. Le meilleur, c'est être capable de faire un accord, en décembre 2015 à Paris, pour le climat. Les chefs d'Etat et de Gouvernement sont de plus en plus conscients des risques, des menaces et de leurs propres responsabilités. Depuis plusieurs mois, des décisions importantes ont été prises. Prises en France c'était bien légitime, puisque nous sommes le pays d'accueil prises en Europe, prises par les Etats-Unis, prises par la Chine. Même au G20, où il n'était pas sûr qu'il y ait cette volonté, il a été affirmé qu'il devait y avoir un accord global sur la planète et sur la limitation des gaz à effet de serre.

Lors de l'Assemblée générale des Nations-Unies, BAN Ki-moon a pris une initiative. Il a permis qu'un fonds puisse être créé le Fonds vert et qu'il puisse être déjà doté. Il y a de l'espoir, il y a une chance de réussir. Mais ne comptez pas simplement sur les chefs d'Etat et de Gouvernement. Ne comptez pas nécessairement sur leur lucidité ou sur leur capacité. Il faut bien sûr qu'ils jouent leur rôle. En ce moment, je vous l'ai dit, ils agissent plutôt dans la bonne direction. Mais comptez sur vous, mobilisez votre réseau, faites en sorte que toutes les jeunes filles puissent nous écrire comme Nina pour nous dire « tenez bon, mais nous vous surveillons ». Il faut encore ajouter d'autres termes à « Tenez bon, mais nous vous surveillons » : « nous sommes avec vous, nous sommes derrière vous, mais nous ne vous suivrons pas si vous n'allez nulle part. Vous devez être dans la bonne direction ».

Je voulais donc ici vous rendre hommage, parce que le monde ne changera que s'il y a de l'engagement, le monde ne changera que si la technologie est mise au service des principes de solidarité, le monde ne changera que s'il y a de la confiance entre les citoyens et les gouvernants. Le monde ne changera que s'il y a de la participation. Le monde ne changera que si la technologie est, chaque fois, au service du progrès. Je salue donc les acteurs du Web social et solidaire et je leur dis qu'ils seront toujours bienvenus ici en France, dans la République et à l'Elysée.

Merci.